

**DECLARATION POLITIQUE DE L'HONORABLE VITAL KAMERHE, PRESIDENT NATIONAL  
DE L'UNION POUR LA NATION CONGOLAISE, UNC, en sigle**  
*(Kinshasa, Mardi 14 décembre 2010)*

**Mesdames et Messieurs de la presse,**

**Distingués invités ;**

C'est pour moi un réel plaisir de vous savoir nombreux à vous être déplacés pour venir aux nouvelles. Des nouvelles que vous attendiez certainement, et qui vont, sans nul doute, vous édifier.

En effet, des choses et d'autres ont été dites, ici et là, faisant croire à l'opinion que Vital KAMERHE voulait plutôt ceci et pas cela. Dans un environnement où la radiotrottoir se permet tout, au point, très souvent, de faire des ravages connus de chacun d'entre vous, j'avais jugé le moment venu de rompre le silence. Ce silence qui m'a beaucoup servi, j'en conviens, risquait, à force de perdurer, de me desservir. Parce qu'il y avait des gens à l'imagination toujours fertile, qui s'en servaient pour répandre dans l'opinion ce qui venait plus d'eux-mêmes, que de Vital KAMERHE aujourd'hui en face de vous.

D'autres encore n'ont pas trouvé mieux que de recourir à l'injure facile, à la diffamation, à la médisance et même aux mensonges grossiers. Nous avons préféré, même si cela frisait quelque peu l'immoralité, mettre tout cela sur le compte de l'apprentissage de la démocratie qui a, comme chacun sait, ses propres vicissitudes quant elle est mal comprise ou mal assumée.

Aujourd'hui, cela fait exactement une année et sept mois depuis que j'ai démissionné de la présidence de l'Assemblée Nationale. Je me suis dès lors imposé à moi-même, en invitant les miens à faire autant, un silence absolu. Un silence qui n'a été perturbé qu'à des rares occasions, comme lors de la conférence des universités canadiennes à laquelle j'ai eu l'honneur d'être invité et à l'occasion de l'investiture de notre Archevêque de Kinshasa, Mgr Laurent MONSEGWO PASINYA, en qualité de Cardinal, à Rome, au Vatican, quand des journalistes de TVS1 radio et Antenne A en ligne m'ont tendu le micro devant le parterre d'évêques, des prêtres, des religieuses et des compatriotes congolais venus commémorer dans la communion cet heureux événement. Et quand sur le chemin de retour, à Paris, la télévision Jeune Afrique en ligne, est parvenue astucieusement à m'arracher une interview en exclusivité.

Au cours de ces rares occasions où je me suis livré à l'opinion, j'ai évité sciemment de répondre à quelques questions spécifiques qui intéressaient pourtant l'opinion tant nationale qu'internationale.

**Mesdames et Messieurs de la presse,**

**Distingués invités ;**

Je tiens à vous réitérer mes vifs remerciements pour avoir bien voulu répondre à l'invitation de l'Union pour la Nation Congolaise, UNC en sigle, qui organise sa première matinée politique dont il me revient l'honneur d'être l'unique orateur.

Près de 2 ans de silence, c'est en même temps peu et trop. Trop eu égard à la longueur du temps, mais aussi peu parce que le silence peut de fois, être parlant. C'est ainsi que notre presse parlait de moi sans moi et parvenait même à deviner des choses par moment vraies grâce à son professionnalisme. Je remercie tous les chevaliers de la plume et autres journalistes de la radio comme

de la télévision qui ont empêché que je ne puisse être oublié. Pour nous les hommes politiques, la presse contribue beaucoup à notre épanouissement.

La bible dit il y a un temps pour tout. Je crois que le temps de parler est arrivé.

Au vu de cette assistance si nombreuse pour une conférence de presse, je mesure combien vous attendez de moi, peuple congolais ou représentants de l'opinion internationale, en termes d'éclaircissements, des réponses claires et sans ambages sur des questions qui concernent ma vie politique. Je prends ici l'engagement solennel de vous dire toute la vérité rien que la vérité.

Je m'efforcerai dans la mesure du possible d'éviter des attaques personnelles ou des insinuations calomnieuses. Car j'estime qu'il y a moyen de présenter ses idées, sa vision sans nécessairement rentrer dans les querelles des individus. Ce qui m'intéresse c'est la Nation congolaise que nous avons tous l'obligation de sauver du péril qui la guète.

J'ai écouté et je suis en mesure, sans être doté de quelque pouvoir reconnu aux devins, de relever un certain nombre des questions que vous vous posez, que le peuple congolais se pose, et dans une certaine mesure que se pose aussi la communauté internationale. Quand je me mets à la place de l'assistance, des journalistes ou de notre peuple, les questions suivantes me viennent à l'esprit :

- Que va dire aujourd'hui Vital KAMERHE, celui-là même qui a écrit un ouvrage intitulé « pourquoi j'ai choisi Joseph KABILA et qui a de surcroit invité tout le peuple congolais à voter pour lui ?
- Va-t-il annoncer sa démission du PPRD ?
- Va-t-il pousser son courage jusqu'à démissionner de l'Assemblée Nationale ?
- Va-t-il annoncer la création d'un parti politique dont une certaine opinion annonce déjà les couleurs ?
- Ce parti sera-t-il de l'opposition ou s'inscrira t-il dans la majorité présidentielle ?
- Vital KAMERHE sera-t-il candidat à l'élection présidentielle de 2011 ?
- Quelle est sa vision ?
- Vital KAMERHE et son parti concluront-ils une alliance avec d'autres partis de l'opposition et les forces vives ?

D'autres questions aussi que les gens se posent surtout ceux qui viennent d'adhérer massivement à l'UNC ; des questions comme celle de savoir si Vital KAMERHE ne peaufine pas une stratégie pour embarquer et abuser tout un électorat comme savent si bien les faire les politiciens congolais, notamment en œuvrant sournoisement pour le compte du Président en exercice ?

Vital KAMERHE ne va-t-il pas piéger et infiltrer l'Opposition ? Ne va t-il pas se comporter « en taupe » pour finalement paralyser tous les efforts de toutes ces forces de changement acquises à l'alternance en 2011 ?

Sans privilégier un quelconque ordre établi dans les questions épinglées ci-dessus, ma réponse sera claire, limpide et sans fioriture :

1. Concernant mon avenir politique, j'ai l'honneur de vous tenir officiellement informés de ma démission du PPRD par ma lettre adressée ce jour au Secrétaire Général du PPRD et déposée au siège de ce parti, lettre dont copie avec accusé de réception va vous être distribuée. En effet, lorsque mes camarades et moi-même avons élaboré le projet de société du PPRD, nous avons comme seul leitmotiv, rencontrer les aspirations profondes de notre peuple, en améliorant notamment ses conditions de vie. Tout devait être fait pour le peuple et rien que pour le peuple comme l'indique le nom de ce parti. Depuis la victoire du candidat soutenu par le PPRD aux élections de 2006, le score impressionnant réalisé sous ma gouverne, je n'ai cessé de tirer la sonnette d'alarme pour recentrer la politique gouvernementale pour la réalisation des objectifs du social afin de permettre au peuple congolais d'arborer enfin le sourire, de croire réellement au changement et à son devenir radieux.

J'ai notamment dénoncé l'absence totale des sanctions et l'absence d'un leadership responsable.

Aujourd'hui, je dois avouer en toute sincérité et en toute humilité que toutes les promesses que j'étais amené à faire à notre peuple lors de la campagne électorale, qui m'a conduit à visiter 120 territoires sur les 144 que compte notre pays, je dois aujourd'hui avouer, disais-je, que je suis désillusionné et abusé au regard de la gestion calamiteuse des affaires de l'Etat par des gouvernements de la majorité présidentielle. Pour s'en convaincre, il suffit d'évoquer la dernière plénière de l'Assemblée nationale sur le dépassement budgétaire. Comment ne point déplorer la prise en otage des institutions établies par un gouvernement parallèle, méconnu de la nation et irresponsable devant sa représentation. J'ai, à plusieurs reprises et du haut de la tribune de l'Assemblée nationale, dénoncé, sans malheureusement être entendu, ce gouvernement parallèle qui manipule les élus du peuple à coup de mots d'ordre et au mépris du caractère non impératif de leur mandat ainsi que de l'intérêt supérieur de la nation.

Les membres du gouvernement jouissent d'une protection envers et contre tout. Les honorables Députés ont à multiplier motions de défiance ou de censure, interpellations et autres questions orales avec débats, mais tout cela en vain ; que les faits répréhensibles soient ou non avérés, l'Assemblée nationale est paralysée par des mots d'ordre reléguant l'intérêt supérieur de la nation en arrière plan.

L'illustration en est donnée par la plénière consacrée à l'examen du rapport d'exécution du budget pour le premier semestre 2009, au cours de laquelle il a été constaté un dépassement de l'ordre de 502,4 % et circonscrit des détournements de plus ou moins 198.000.000 USD et 60.600.000.000 CDF. Les auteurs de ces détournements identifiés n'ont pas su convaincre la commission économique et financière de l'Assemblée nationale du contraire. Tout le monde sait comment s'est soldé l'examen de ce rapport. En eau de boudin bien sûr.

Et que dire de la dernière séance du Sénat sur les détournements de fonds à la RVA avec la complicité avérée de certains membres du gouvernement ? Tout est fait comme si des mots comme démission, révocation ou sanction tout court n'existent pas dans le vocabulaire du Pouvoir actuel.

2. Consécutivement à ma démission du PPRD, parti politique au nom duquel j'ai été élu Député de la circonscription de Bukavu et en application de l'article 110, alinéa 1 point 3 et 4 de la Constitution et de l'article 85 alinéas 1 et 3 du Règlement intérieur de l'Assemblée nationale, je vous annonce que je viens également de déposer ma lettre de démission, en tant que Député, au Président de l'Assemblée nationale.

3. S'agissant de la formation politique au sein de laquelle je vais désormais défendre mes idées et ma vision, nous avons décidé avec un certain nombre des compatriotes soucieux de l'épanouissement de notre société et du développement de notre pays, nous avons, je voudrais dire, décidé de créer un nouveau parti politique, l'Union pour la Nation Congolaise, UNC en sigle. Ce nouveau venu dans le paysage politique congolais que nombre d'entre vous attendaient sans toutefois savoir comment et quant il allait venir au monde, est aujourd'hui une réalité. Et comme certains d'entre vous le savent déjà, il a été enregistré par Arrêté ministériel n° 111 du 19 juin 2010. Il est l'œuvre de plusieurs centaines des membres fondateurs, dont 17 ont présenté leurs dossiers au Ministère de l'Intérieur. Il a son siège au n° 3 de l'avenue croix-rouge dans la Commune de Barumbu. C'est donc mon nouveau parti politique qui a en son sein des gens, je veux dire, des patriotes soucieux avant tout de servir leur pays et leur peuple de manière appropriée et efficace. Des patriotes qui acceptent de se donner des moyens pour relever tous les défis d'une bonne gouvernance qu'affronte présentement notre pays.

Je vais vous donner en grande ligne les raisons qui sont à la base de notre engagement. Pourquoi nous sommes-nous démarqués de ceux qui hier encore cheminaient avec nous ?

J'aurai le grand plaisir après ce bref exposé de me prêter à vos questions, auxquelles, comme c'est dans mes habitudes, je répondrai sans détour.

Maintenant quelques-uns parmi vous ne résisteront pas à la tentation de se poser la question de savoir dans quel camp se situe ce parti, et qu'est-ce que je fais de mon appartenance au PPRD. La réponse qui ne vous échappe pas est que l'UNC est un parti de l'opposition. En d'autres termes nous n'allons pas nous contenter de critiquer aveuglément mais nous ferons, surtout, des propositions. C'est ça, à mon humble avis, participer à la reconstruction de son pays.

D'autres parmi vous se demanderont : était-ce nécessaire de démissionner d'un parti, qu'avec d'autres, j'avais conduit à la victoire lors des dernières élections ? Ma réponse est la suivante : la politique étant dynamique, des contradictions peuvent amener des gens qui continuent d'être frères et sœurs, à se séparer à certains tournants de la vie politique. Dieu est pour la séparation et le diable pour la division. Et le plus grand exemple de la séparation c'est celui d'Abraham et de Lot son neveu. Même si j'avais écrit pourquoi j'ai choisi Joseph KABILA, j'ai le droit de prendre une position opposée lorsque je me rends compte que la voie qu'emprunte ma famille politique n'est pas celle qui conduira à la réalisation des promesses faites à notre peuple. Il existe en effet des divergences et des contradictions de fond qui peuvent s'avérer inconciliables à certains moments. Et c'est ce qui est arrivé.

Aussi, sans chercher à remuer un passé, que vous connaissez tous, j'ai préféré reprendre ma liberté, afin d'être en phase avec les intérêts de ceux qui ont voulu que je fasse la politique pour être au service de notre pays.

J'ai aussi décidé d'être fidèle à mes électeurs, et à toute la population congolaise dans son ensemble. Je n'avais pas d'autres choix que celui de m'aligner à leurs exigences à eux.

On entre en politique pour être au service des autres. Il nous faut donc être attentif à ce que les autres attendent de nous. Comme dit l'adage, la meilleure manière de faire le bonheur des gens, c'est de le faire avec leurs concours à eux.

Comme vous avez pu vous en rendre compte depuis le temps que vous me connaissez, pour moi, faire la politique équivaut pratiquement à faire de l'apostolat. On n'entre pas en politique pour soi-même. Ni pour s'enrichir au détriment du grand nombre. On entre en politique pour

aider et pour accompagner la population à trouver des solutions à ses problèmes d'existence. C'est aussi pour aider le pays à se doter des institutions impersonnelles, capables d'être au service de tous les citoyens et ce, sans la moindre distinction de tribus, de race de religion ou de sexe. D'ailleurs, dois-je rappeler que Ministre en latin minister signifie être au service de. Alors que chez nous quand on devient Ministre, on pense moins à la responsabilité qui vous incombe mais plus à des stratégies et des astuces pour se servir, toujours se servir et encore se servir au grand dam de la population. Et surtout quand il s'agit d'un poste obtenu à la suite du partage du pouvoir entre forces coalisées, ceci est tout simplement assimilable à un cadeau mérité pour l'effort consenti pour l'élection du Président de la République. Alors on n'est pas étonné de voir certains ministres arriver au travail à 15 heures pour répartir 2 heures plus tard. Et d'autres se font convoqués ou invités par des opérateurs économiques pour recevoir leurs rétributions en échange de la protection ou des « services rendus ».

Aujourd'hui, ce n'est pas à vous que je l'apprendrai, la population est désespérée. Elle ne sait plus à quel Saint se vouer. Tout lui devient difficile. Et les chômeurs et ceux qui travaillent, tous sont pratiquement logés à la même enseigne. Les jeunes ne savent que faire. Ils noient leurs soucis dans le rêve de quitter à tout prix leur pays. En attendant, on les laisse développer un genre de banditisme qui devient un phénomène redoutable.

Même manger devient le premier casse-tête de pratiquement toutes les familles. Dans tous les domaines qui ne marchent pas, ou marchent très mal, la bonne foi des dirigeants ne suffit plus à justifier l'absence de résultat sur le terrain.

Démotivés, tous ceux qui servent le pays dans n'importe quelle structure de l'Etat, n'ont plus le cœur à l'ouvrage. Ils deviennent fatalistes. Ils vivent dans un défaitisme à faire pitié. Ils ont l'impression, ce qui n'est pas totalement faux, que l'Etat fait tout pour les pousser au découragement si pas au suicide. On dirait que pour avancer, le pays n'a pas besoin d'eux. Ce sentiment qu'ils ont, et qui est très frustrant, d'être finalement des simples marche pied, constitue un danger potentiel pour le pays parce que tous réunis, ils sont capables de paralyser partiellement, voire totalement, les activités essentielles du pays.

Que dire de toutes ces mises en retraite sélective et sans pension ? Les magistrats eux sont devenus les boucs émissaires d'un système défaillant. Pourquoi révoquer seulement les magistrats en violation de toute procédure alors que les véritables malfrats continuent à gangrener l'Etat ?

C'est pour faire face à tous ces défis que l'Union pour la Nation congolaise, mon parti, je vais dire, votre parti, est ouvert à tous les congolais qui veulent que les choses changent, bien et vite, afin que chaque citoyen de ce pays puisse avoir son rendez-vous avec l'espérance. Le parti est ouvert à tous, afin que cesse ce sentiment d'injustice dont se plaignent la quasi-totalité de nos compatriotes.

La justice, pilier de toute démocratie, doit cesser d'être au service du plus offrant ou de ceux qui détiennent la moindre parcelle de pouvoir.

L'homme en uniforme doit être réhabilité. Le soldat, disait Napoléon, c'est l'estomac. Et dans beaucoup de nos coutumes, il existe une sagesse qui dit : c'est au ventre, plutôt qu'à la figure, qu'on regarde l'autre. Ventre affamé n'ayant point d'oreilles, nous avons l'obligation d'arrêter ce calvaire d'affamés involontaires qu'endurent beaucoup de nos frères et sœurs.

Tout ceci, naturellement, ne vous empêche pas de vous poser une autre question : Pourquoi créer un nouveau parti politique alors qu'il y en a tout plein dans le pays ? Ma réponse, la voici.

D'abord, comme on dit, l'abondance de bien ne nuit pas. Ensuite, un parti politique est toujours composé, pour mieux servir, de personnes qui ont une même vision de leur mission. Car, même si l'œcuménisme existe, les églises ont chacune leurs voies pour atteindre le salut des âmes de leurs fidèles.

Et vous vous demanderez aussi comment va fonctionner ce parti, et qui va le financer ? Vous aurez raison de vous poser cette question. Parce que sous vos yeux, pour certains d'entre vous, depuis 1960, des politiciens congolais ont transformé ce pays en un vaste réfectoire où chacun, à la faveur d'une rébellion sans idéal, ou à la tête des partis politiques créés pour manger, vient prendre son morceau de viande, sans contrepartie pour la population qui en est la propriétaire. L'UNC ne sera jamais de cette chapelle là. Son mode de fonctionnement est décrit dans ses documents que vous pouvez vous procurer auprès des responsables de notre parti.

Pourquoi avons-nous décidé de créer un parti ? C'est tout simplement pour répondre à des défis qui sont à notre portée, mais que nous peinons visiblement à relever.

Aussi, malgré quelques timides progrès constatés ici et là, le pays avance péniblement chaque jour de 100 mètres, alors qu'au même moment, il recule dangereusement d'au moins 1000 mètres. C'est ce qui explique aujourd'hui que notre Congo, situé à l'indépendance au même niveau que le Canada, l'Afrique du Sud, la Corée du Sud loin devant le Brésil, se situe à l'avant dernière place du classement mondiale en ce qui concerne les conditions sociales et le développement. C'est inadmissible, inadmissible, en effet, que plus de 80 % des congolais vivent au dessous de seuil de la pauvreté. Et qu'un Secrétaire Général de l'administration publique touche à peine 75.000 FC, soit l'équivalent de 74,4 USD par mois. Que peut-on espérer réussir de significatif avec une administration traitée de manière aussi méprisante ?

Vous le savez tous, dans le budget de l'Etat, la part allouée à la santé est de 5,85 % alors qu'elle était de plus de 10 % en 1960. A l'éducation, à peine 1,6 % contre 35 en 1960.

Que peut-on aussi attendre d'un enseignant ou d'un professeur d'université qui touchent un salaire de misère et encore faut-il le souligner, irrégulièrement.

Malgré la mesure annoncée de la gratuité de l'enseignement primaire, les parents continuent à payer parce que cette mesure n'a pas intégré l'amélioration substantielle des rémunérations du corps enseignants et la prise en charge des frais de fonctionnement jusqu'ici supportés par des parents eux-mêmes aussi démunis.

En plus des frais académiques exigés aux étudiants, ces derniers doivent acheter quatre fois le même syllabus subdivisés en plusieurs tranches évaluées entre 15 et 20 USD, les étudiants n'ont pas le moyen d'y échapper car ils courent le risque d'être mal cotés ou de voir carrément leurs cotes disparaître. Les étudiants finalistes de 1<sup>o</sup> et de 2<sup>o</sup> cycles doivent, pour certains, payer pour avoir le promoteur de leurs travaux de fin de cycle.

Les droits de l'homme battent de l'aile, alors que l'on attendait à ce qu'ils soient mieux défendus et mieux garantis. Et que ceux qui les violent soient châtiés de manière exemplaire. Au lieu de quoi, c'est le contraire que nous vivons. En effet, non seulement les criminels demeurent impunis, on assiste ce dernier temps à des assassinats des défenseurs des Droits de l'homme, des journalistes et des autres citoyens anonymes. Le procès de Floribert Chebeya ne rassure personne quant à son issue. Les corps de Fidel Bazana et d'Armand Tungulu ne sont toujours pas rendus à leurs familles.

Les tueries à répétition, les viols, les violences contre la femme et la jeune fille, les déplacements des populations continuent à se perpétuer dans certaines parties des provinces du Sud Kivu, du Nord Kivu et de la Province Orientale.

De même, dans un pays où le chômage progresse de manière exponentielle, le climat des affaires, ces affaires qui sont censées créer d'emplois, est délétère. Une législation commerciale dépassée et notoirement inadaptée.

Tout est lourd, et lacunaire, à la fois. Au point où des pays moins pourvus en richesses naturelles que nous, affichent, sur tous les plans, des performances qui nous font pâtir de jalousie.

Pour rétablir le climat des affaires, des simples discours ne suffisent pas. On a mis certes en place une cellule pour revoir les textes. Cela aussi est insuffisant. C'est tout un état d'esprit lié à plusieurs facteurs et la gestion de la chose économique.

Ce qu'il faut bannir, ce sont des pratiques de nature à décourager l'entrepreneuriat. Les pratiques administratives des politiques et de leurs proches qui veulent s'accaparer des activités économiques.

Vous ne pouvez pas faire des affaires sainement au Congo si vous n'avez pas un parapluie dans des milieux des autorités politiques ou militaires. Tout comme, on ne peut pas accéder à des gisements miniers sans soudoyer ni donner des parts à des autorités politico-militaires.

Le climat des affaires est aussi vicié au Congo par les Cours et Tribunaux qui à chaque fois condamnent arbitrairement des entreprises. Au lieu de la justice, il y a lieu de parler de l'insécurité juridique. L'opérateur économique est traqué comme du gibier. Aucun progrès n'est envisageable dans un tel contexte.

Le climat des affaires ce n'est pas seulement l'Etat, mais c'est aussi une certaine culture entrepreneuriale du côté des opérateurs économiques, qui doivent se conformer aux lois et aux règles du jeu établis, qui doivent s'interdire d'emprunter des circuits maffieux.

Bref, il incombe à l'Etat de créer un environnement des affaires dépourvu des tracasseries et de jouer correctement son rôle régulateur. De leur côté, les opérateurs économiques, dans le respect des règles du marché, devront créer les richesses et des emplois.

**Mesdames et Messieurs de la presse,**

**Distingués invités ;**

Bref, en créant ce parti, un nouveau venu, mais avec l'idéal des pères fondateurs de notre République, nous nous engageons, résolument, à reculer, de manière drastique, les frontières de la pauvreté.

Les soins de santé primaires doivent être accessibles à tous les congolais. Tandis que l'enseignement primaire doit véritablement devenir gratuit et obligatoire pour tous les petits congolais. Tout ceci devant s'accompagner avec une politique salariale conséquente pour l'enseignant et le professeur. Des bourses d'études doivent être réactivées et accordées à tous les étudiants en fonction du statut social de leurs parents.

Ailleurs, dit-on, lorsque le bâtiment va, tout va. Qu'est-ce qui se passe alors chez nous pour que le bâtiment qui va n'entraîne pas dans son sillage, les autres secteurs de la vie économique ? C'est le

mystère congolais qui est dû à l'opacité de notre gouvernance. Maintenant, me demanderez-vous, comment allons-nous procéder pour corriger tout ça ? Rassurez-vous. Nous n'appauvrirons pas les riches pour enrichir les pauvres. Mais nous nous interdisons, d'orès et déjà, d'appliquer une politique qui consisterait à toujours appauvrir les pauvres pour davantage enrichir les riches.

Pour tout dire, en un comme en mille mots, tant de sacrifices consentis, par tant de Congolais, connus et inconnus, nous interdisent d'être complaisants dans ce combat pour une véritable renaissance de notre pays.

Beaucoup de nos compatriotes sont morts, quelques-uns pour rien, pouvons-nous dire, parce que l'idéal pour lequel ils sont allés jusqu'au sacrifice suprême demeure encore sans effet aux yeux de la quasi-totalité de nos compatriotes.

Nous devons donc, par respect pour leur martyre, et pour garantir aux générations futures des conditions de vie dignes de toutes les richesses que Dieu a, dans Sa bonté, données à ce pays, nous engager à instaurer une véritable démocratie sur ces terres où a coulé le sang de beaucoup d'innocents.

Et vous le savez aussi bien que moi, le premier ennemi de la démocratie n'est autre que la peur. Qu'il nous faut vaincre. Nous devons dorénavant refuser d'avoir peur de penser. La peur d'assumer, de s'assumer lors qu'on s'est trompé. La peur de la vérité, même lorsqu'elle s'impose. Nous devons, pour aller de l'avant, nous débarrasser de toutes ces peurs qui paralysent beaucoup d'entre nous. Personne ne devait plus craindre pour sa vie. Dès lors que l'on travaille pour son peuple, les protections et les bénédictions du Tout Puissant ne peuvent que pleuvoir sur nous. C'est ici le lieu de préciser que nous avons pris résolument la décision d'intérioriser le combat de notre peuple qui s'oppose à la manière dont le gouvernement gère les affaires de l'Etat actuellement. C'est un combat qui doit conduire à un véritable changement, c'est-à-dire, nous faisons l'opposition tout en proposant des solutions comme nous l'avons dit ci-haut. Notre parti et son Président ne seront donc pas un cheval de Troie.

**Mesdames et Messieurs de la presse,**

**Distingués invités ;**

Avant de terminer cette adresse, permettez-moi, de vous présenter brièvement ma vision pour un Congo prospère et stable.

A l'accession de notre pays à l'indépendance, les rédacteurs de notre hymne national ne s'étaient pas trompés en qualifiant notre pays de « don béni ». Oui, notre Congo est un « don béni » par Dieu qui l'a doté de ressources naturelles abondantes et diversifiées et y a placé une mosaïque d'ethnies dont les membres sont connus pour leur dynamisme, créativité, l'hospitalité, la solidarité... et l'attachement à son unité. C'est pour cela que notre Congo a survécu à plusieurs périls : guerres de sécession, de rébellion, d'agressions et d'occupation ayant pour objectifs le pillage des ressources naturelles et la balkanisation du pays. Chaque fois, les Congolais ont su manifester leur amour de la patrie et leur détermination de préserver son intégrité. C'est tout cela qui fonde nos espoirs et notre foi dans un nouveau Congo qui sera réellement « plus beau qu'avant » parce que nous sommes déterminés à mobiliser tous les patriotes pour sortir ce pays du gouffre dans lequel il est plongé, le libérer de cette mafia qui l'a pris en otage, remettre les Congolais au travail et les rendre maîtres de leur destin collectif.

Est-il normal que le Congo qui est en tous points, toutes proportions gardées, comme le Brésil ne puisse pas réaliser les mêmes exploits ?



En effet, les similitudes naturelles et géostratégiques entre les deux géants, à savoir le Brésil en Amérique latine et la République Démocratique du Congo en Afrique centrale nous ont inspiré car il n'y a pas longtemps le Brésil était encore un pays qui se cherchait comme le nôtre. Grâce à la mobilisation efficace de ses ressources humaines et naturelles, sous la direction du Président Lula da Silva et son équipe, le Brésil figure aujourd'hui parmi les dix premières économies mondiales.

C'est ainsi que, convaincu par le modèle brésilien, nous sommes confiant dans les capacités du Congo à se relever, à surprendre et à étonner les fatalistes qui croient que les Congolais sont des incapables qui ne peuvent exceller que dans des activités de loisir.

De l'avis de plusieurs esprits avertis, la République Démocratique du Congo, notre pays, est une puissance endormie à cause des crises politiques et sociales répétées, des guerres et des mauvais systèmes de gestion instaurés au lendemain de son indépendance et exacerbée actuellement par l'absence criante de leadership responsable. C'est donc la thérapeutique à apporter doit inévitablement entraîner le changement de système et l'instauration d'un leadership différent.

## **I. MON RÊVE, MA FOI ET MA VISION**

### **Je rêve d'un Congo différent et meilleur**

**Notre rêve pour la RDC**, et nous y croyons fermement, est de faire très rapidement de notre pays une nation démocratique, stable et prospère avec une intégration nationale basée sur une réelle décentralisation des pouvoirs, c'est-à-dire, la mise en place sans atermoiement des 26 provinces prévues dans la Constitution, un réseau routier, ferroviaire, fluvial, lacustre et aérien favorisant les échanges entre les différentes provinces sur base de la loi des intérêts comparatifs, la bonne gouvernance et la mise en place d'un État de droit. C'est un rêve qui va devenir réalité au regard de plusieurs défis qui se posent à notre société et dans le monde et pour lesquels la RDC constitue une partie des réponses.

**Notre rêve pour la Région** à laquelle nous appartenons est qu'ensemble, avec une intégration régionale mutuellement avantageuse, nous puissions lutter contre les guerres fratricides et la pauvreté à travers une interdépendance économique favorisant les échanges entre nos États. L'exemple de l'Allemagne et de la France d'après la guerre mondiale ne peut-il pas nous inspirer ? Les deux pays après réconciliation et rétablissement des relations diplomatiques ont créé en commun une entreprise d'exploitation de l'acier et du charbon.

La crise des matières premières sur le plan mondial confère à nos pays qui en regorgent des opportunités à travers des politiques communes concertées afin d'attirer des investissements dans une perspective gagnant-gagnant pour mieux influencer les cours des marchés mondiaux.

**Notre rêve pour l'Afrique** est de la voir, comme déjà dit ci-haut, parler d'une seule voix sur les questions majeures qui intéressent le continent et le reste du monde.

Il est en effet inacceptable que nos pays recourent constamment à d'autres continents alors que certains d'entre eux ont des compétences avérées dans plusieurs domaines : le Gabon, la République du Congo Brazzaville et l'Angola dans l'exploitation du pétrole ; l'Afrique du Sud dans la construction des infrastructures, l'armement, la technologie, l'exploitation minière et pétrolière, l'agro-industrie, la Tunisie, le Maroc et le Kenya pour l'industrie touristique...

**Notre rêve pour le monde** est que l'Afrique retrouve sa place dans les différentes organisations internationales, notamment au niveau du Conseil de Sécurité des Nations unies où au moins un des pays africains devait occuper un poste de membre permanent. Moyennant cette prise de conscience, l'Afrique est appelée à monter en puissance économique comme l'est devenue l'Asie sous le

leadership du Japon, de la Chine, de l'Inde, du Singapour... et de l'Amérique du Sud sous le guide du Brésil, du Chili...

Globalement, le Congo est une partie de réponses à plusieurs défis qui se posent à l'humanité aujourd'hui, à savoir :

- **Le réchauffement climatique** : deuxième forêt du monde avec 280 millions d'hectares ;
- **La crise alimentaire mondiale.**

Plus de 1 milliard d'humains souffrent aujourd'hui de la faim. Riche de ses 120 millions d'hectares des terres arables, le Congo est capable, selon des études de la FAO, de produire pour plus de 2 milliards d'humains. Comment ne le ferait-il pas alors que la Chine qui dispose des mêmes espaces arables produit suffisamment pour sa population et exporte pour plus de 1 milliard d'êtres humains. Ce que plusieurs ignorent, en effet, ce que la surface des terres arables chinoises correspond à celle du Congo. Il nous suffit donc d'exploiter rationnellement nos espaces cultivables et de former nos agriculteurs pour vaincre la famine et exporter le surplus. Nous sommes une des grandes réserves agricoles ; dont moins de 5% cultivées à ce jour.

L'espace cultivable de la Chine est équivalent à celui de la RDC. Et pourtant la Chine assure l'autosuffisance alimentaire des 1.300.000 des chinois et exporte un excédent important ;

- **La crise d'eau douce** : 53 % de toutes les eaux douces d'Afrique se trouvent au Congo. Ce qui lui vaut la qualification de château d'eau d'Afrique. Le Congo a une capacité de production annuelle de 750.000 tonnes des poissons qui malheureusement meurent de vieillesse faute d'une pêche organisée. Avec ses eaux, la RDC située entre deux déserts, au nord le Sahara avec l'assèchement des eaux du lac Tchad et au sud le Kalahari, est une réponse à l'épineuse crise d'eau douce en Afrique.

Comment devant un tel potentiel, comprendre le faible taux de desserte en eau potable sur l'ensemble du pays ?

- **La crise énergétique** (énergie propre et non polluante) : immense potentiel hydroélectrique, soit plus de 100.000 MW, capable de desservir l'ensemble de l'Afrique et l'Europe méditerranéenne. Inga, à lui seul, dispose de 44.000 MW. Il est dès lors impensable que Kinshasa et l'arrière pays continuent à connaître des délestages et l'absence d'énergie électrique. Quel paradoxe !

- **La crise des matières premières** : scandale géologique, la RD Congo regorge de plus d'une centaine des substances minérales en quantité industrielle. Mais faute de politiques cohérentes, cette manne ne profite pas aux populations congolaises et reste l'objet de contrats léonins et des pillages systématiques maintes fois dénoncés par les forces politiques et sociales congolaises, les ONG internationales ainsi que les Nations unies.

Nous sommes conscients qu'une vision prospective alternative de la politique globale du pays, de la gestion de son économie et de la réorientation de sa diplomatie ne suffit pas à elle seule pour le décollage de la RD Congo. Sur cette vision devra s'appuyer un programme de gouvernement réaliste et réalisable basé sur la refondation de l'Etat, la défense de sa souveraineté et son intégrité territoriale. Ce programme intègre l'impérieuse nécessité d'instaurer un leadership différent capable de mobiliser les ressources humaines et naturelles disponibles. Car, en effet, le peuple congolais doit être acteur et maître de son propre destin.

**Mesdames et Messieurs de la presse,**

**Distingués invités ;**

## Leadership différent et responsable

A propos de la mise en place de ce nouveau leadership, nous avons opté pour le modus operandi ci-après :

- **Des critères objectifs** basés sur, entre autres, l'éthique, le curriculum vitae des personnalités et incluant leur "charisme" ainsi qu'une certaine autorité morale, intellectuelle et technique qui rend la personne "crédible";
- **Adhérer à l'idéal du changement**, du renouveau, de la refondation de l'Etat congolais et de l'instauration d'un Etat de droit à travers une vision commune. Car, on ne peut valablement servir qu'une cause à laquelle on croit et qu'on considère comme "sacrée".
- **Renforcer le fonctionnement harmonieux des institutions** de manière à les rendre plus fortes à telle enseigne que les politiciens et les agents de l'Etat (civils et militaires) y œuvrant se comportent réellement comme des ouvriers au service du peuple.
- **Promouvoir et encourager l'accès de la femme méritante** à tous les niveaux d'exercice du pouvoir. En effet, depuis l'indépendance, la femme congolaise est plafonnée au niveau de ministre pour diriger généralement les ministères à caractère social, rarement ceux de souveraineté, à caractère technique ou financier.
- **Promouvoir les activités de la femme paysanne** qui participe à plus de 80 % à la survie de nos familles. En effet, c'est la femme par des cultures maraichères et autres, des petits commerces qui surviennent à la quasi-totalité des besoins de la famille.
- **Promouvoir la jeunesse**. Dans un pays qualifié de sous-continent, confronté à nombreux problèmes et défis multiformes et dont plus de la moitié de la population est constituée des jeunes, l'éducation de ces derniers et leur formation professionnelle sont un impératif. Les jeunes doivent dès à présent être associés à la gestion du pays pour préparer une meilleure relève.

**Pour schématiser ce nouveau leadership, nous avons emprunté l'image de la locomotive et des wagons du train.** Quelles que soient les différences minimales entre les différentes classes du train, le nouveau leadership différent et responsable, réellement au service du peuple, parviendra à faire arriver tous les wagons, c'est-à-dire, tout le peuple au rendez-vous de l'espérance. Plus question de développement à plusieurs vitesses, où les uns sont immensément riches pendant que la quasi-totalité de la population croupit dans la misère indescriptible, et incapable de faire face aux besoins les plus élémentaires de la vie.

Il est vrai que les riches ne disparaîtront pas. Toutefois, nous sommes convaincus que grâce à un transfert conditionné des revenus et aux politiques volontaristes de lutte contre la pauvreté, une classe moyenne verra le jour, la production et la consommation des biens accroîtront et les affaires fleuriront : tout le monde y trouvera son compte.

Le Brésil en a fait une expérience réussie qui peut nous servir de modèle. Nous ne devons pas hésiter à adapter chez nous ce qui a marché ailleurs. Sans quoi, l'extraversion de notre économie va s'accroître, la fraude et les circuits parallèles vont augmenter et les riches, sans garanties suffisantes, préféreront loger leurs capitaux à l'étranger. Bref, notre ambition est de changer complètement le système actuel pour le remplacer par celui que nous venons de décrire.

**Mesdames et Messieurs de la presse,**

**Distingués invités ;**

Poursuivant cet exercice de la vérité, et pour répondre à l'autre question fondamentale que vous vous posez, celle de savoir si Vital KAMERHE sera candidat à la prochaine élection présidentielle, je voudrais d'emblée de dire qu'il s'agit là d'un droit reconnu à tout citoyen qui remplit les conditions fixées par la Constitution et les lois de la République en la matière.

En ce qui me concerne, ma détermination de servir notre peuple correctement pour le triomphe ses desiderata légitimes, ne fait l'ombre d'aucun doute. J'ai occupé beaucoup des fonctions dans notre pays. J'ai eu à apporter ainsi ma modeste contribution à l'essor de la nation, notamment dans le processus de Lusaka, à Sun City au dialogue intercongolais, dans la conclusion des accords de Pretoria et de Luanda pour le retrait des troupes rwandaises et ougandaises du territoire congolais.

J'ai été Ministre de l'information du gouvernement de Transition 1 + 4. Mon premier réflexe a été d'abord de garantir la liberté d'expression, et ensuite de réaliser la réunification communicationnelle de notre pays, puisque la seule radio qui couvrait alors le territoire national rapprochant ainsi des familles séparées par la guerre, n'était que la radio Okapi à qui je rends un hommage mérité. Au bout d'une année, au terme de mon éphémère mandat à la tête de ce ministère, aucun organe de presse écrite ou audiovisuelle n'a été fermé ni menacé de l'être. Aucun signal des médias étrangers n'a été coupé. Aucune information erronée n'a été donnée sur la situation de l'Est du Congo. S'agissant par exemple de Bunia, dans l'Ituri, du Nord ou du Sud Kivu, il m'a été donné de me rendre sur place pour amener la bonne information car seule la vérité affranchit. J'avais déjà compris à ce moment là qu'il ne servait à rien de faire des incursions radiotélévisées pour proférer des mensonges à notre peuple et au monde, car la vérité finie toujours par triompher et refaire surface. Dans la position délicate qui était la mienne dans un gouvernement de Transition, je me suis interdit d'être le chancre de ma composante et de son chef. Ce n'était pas un manque de loyauté : j'ai toujours considéré que l'intérêt général passe avant tout.

Ensuite j'ai dirigé le parti présidentiel, le PPRD, jusqu'à la victoire de 2006, consacrant ce parti comme première force politique au sein de l'Assemblée nationale avec 111 + 10, soit 121 députés.

J'ai été, enfin, élu Président de l'Assemblée nationale, mandat que j'ai exercé du 09 janvier 2007 au 25 mars 2009, soit durant 2 ans et 3 mois. Ne voulons pas inventer la roue, d'entrée de jeu, j'avais annoncé aux Honorables Députés au cours de la toute première séance plénière que j'allais m'inspirer du style MONSENGWO pendant la Conférence Nationale Souveraine et le Haut Conseil de la République, Parlement de Transition.

En d'autres termes, j'allais me comporter vis-à-vis de la majorité et de l'opposition comme l'église au milieu du village. Ainsi, notre peuple a eu à suivre dans la transparence la plus totale, dans la clarté et dans une ambiance détendue, les débats enrichissants entre les tenants de la majorité et de l'opposition.

J'avais noté deux réactions à ce sujet : la première les remontrances de l'AMP, ma famille politique d'alors, me reprochant de faire la part belle à l'Opposition ; la deuxième, et c'est la plus importante à mes yeux, c'est celle de la population et d'autres observateurs neutres, fiers et agréablement surpris de voir pour une fois la démocratie fonctionner en Afrique. Comme qui dirait, quand on veut, on peut.

Après avoir évoqué un passé que j'assume pleinement, je voudrais à présent répondre à l'épineuse question que si oui ou non Vital KAMERHE sera candidat à l'élection présidentielle de 2011. Je répondrai en ces termes : en tant que démocrate et légaliste si le back ground que je viens d'étaler ci-dessus convainc les membres de mon parti, si le congrès du parti me désigne, et si telle est la volonté de Dieu et du peuple congolais, souverain primaire, je prends le ferme engagement de :

- redonner leur fierté et dignité aux Congolaises et Congolais ;
- d'être l'ouvrier de notre peuple, c'est-à-dire, me mettre à son service comme ce serviteur décrit dans Esaïe 53 ;
- de faire du Congo ce dont béni de Dieu.

## **Mesdames et Messieurs de la presse,**

### **Distingués invités ;**

A la question de savoir si mon parti va conclure une alliance avec d'autres forces de changement, ma réponse est oui. Car c'est dans la réalisation de l'unité de l'opposition et de toutes les forces vives que nous pourrions atteindre l'objectif premier que constitue l'alternance en 2011. C'est pourquoi, l'UNC propose à toutes les forces de changement d'adopter un programme préélectoral commun.

Ce programme engage les partis de l'opposition et les forces vives à lutter pour les élections libres, démocratiques et transparentes. Il comprend les points ci-après :

1. Préserver la Constitution, fruit d'un consensus qui a mis fin à la guerre et qui comporte, en vertu de son article 220, des matières non révisables. En RDC, il y avait eu ni vainqueur ni vaincu, donc toucher à la Constitution risquerait de replonger le pays dans les hostilités de triste mémoire ;
2. Préserver le mode de scrutin présidentiel et législatif qui avait non seulement permis de tenir de bonnes élections en 2006 mais aussi une bonne représentation de toutes les sensibilités nationales dans les différentes institutions de la République pour une meilleure cohésion nationale. La RDC pays post conflit est encore très fragile et tout changement du mode de scrutin pourrait engendrer des frustrations souvent à la base des rebellions dont nous n'avons plus besoin maintenant ;
3. Empêcher le départ inopiné et la réduction sensible des troupes de la MONUSCO parce qu'elle a encore un rôle à jouer pour la protection des candidats de l'Opposition et la facilitation du transport du matériel électoral ;
4. œuvrer pour la mise en place rapide du Conseil Supérieur de l'Audio visuel, une structure constitutionnelle devant permettre un axé équitable de toutes les forces politiques et sociales aux médias ;
5. accélérer le processus de la mise en place de la Cours Constitutionnelle, organe chargé du contentieux électoral ;
6. Œuvrer pour la mise en place rapide du bureau de la CENI et la désignation de son président qui devra répondre à des critères de compétence et de neutralité pour éviter la reproduction du schéma ivoirien en RDC ;
7. Envisager, dès à présent, des mécanismes de prévention de tout dérapage au moment de la publication des résultats ;
8. Mettre en place une commission de monitoring des violations des droits humains pour répertorier et dénoncer toutes violations des droits humains pendant la campagne électorale et les élections ;

9. Adresser une demande collective au gouvernement pour élaborer un plan de sécurisation des candidats ;
10. Lier les dates de la tenue des élections générales et les élections municipales, locales et urbaines car ce dernières constituent le socle de la décentralisation qui permettra de rapprocher les gouvernants aux gouvernés. Ceci va stimuler des initiatives locales et obliger les gouvernants de rendre constamment compte au peuple à travers leurs organes délibérants ;

**Mesdames et Messieurs de la presse,**

**Distingués invités ;**

Conscient du fait que le premier défi auquel le Gouvernement issu des élections de 2011 sera confronté est celui du rétablissement de la paix et de la sécurité sur tout le territoire national et dans la Région des Grands lacs - car aucun projet de société, aucun programme gouvernemental, ne peut se réaliser dans un contexte d'insécurité, de violence, des migrations incontrôlées, continues et constantes des populations - nous présentons dans les lignes qui suivent notre plan de sortie de crise à l'Est de la République Démocratique du Congo et dans la Région de Grands Lacs.

Les deux guerres d'agression qui ont ravagé notre pays en 1996 et en 1998 ont causé plus de 6 millions de morts. Jusqu'à ce jour, on a beau négocié et signé des accords de paix entre, d'une part, le Congo et les pays qui l'ont agressé en instrumentalisant des compatriotes congolais et, d'autre part, entre le Congo et les mouvements rebelles, la paix n'est toujours pas revenue à l'Est du Congo. Manifestement, c'est devenu une guerre entretenue par plusieurs acteurs de tous horizons qui profitent du pillage des ressources minières extraites par les milices armées rwandaises (les FDLR) et autres groupes armés.

### **QUE FAIRE ?**

Comme toutes les solutions décidées jusqu'à présent ont concerné les effets plutôt que les causes profondes de l'insécurité dans la sous région des Grands Lacs, nous devons tous œuvrer pour une solution globale, durable, juste, réaliste et équitable pour tous les pays de la sous région afin que la paix soit effective pour tous. L'approche qui nous semble idoine est celle qui combine des solutions politique, diplomatique, économique, humanitaire, de coopération régionale, de développement, et militaire.

**Sur le plan politique,** le Rwanda doit ouvrir son espace politique pour des véritables pourparlers avec des Hutu et des Tustis modérés pour parvenir à une réconciliation nationale. Cela permettra aux rebelles Hutu de rentrer chez eux, clé de la solution de la pacification du Nord et Sud-Kivu. Les mêmes négociations devraient avoir lieu entre l'Ouganda et ses rebelles qui occupent et terrorisent une grande partie de la Province Orientale.

Les Congolais l'ont fait, on ne voit pas de raison qui expliquerait le refus du Rwanda et de l'Ouganda de le faire pour le bien de la paix et de la sécurité régionale. Il doit être clairement dit ici que les génocidaires doivent être traqués, arrêtés et jugés.

### **Sur le plan économique**

Comme l'exploitation illicite des minerais constitue à la fois la cause et le financement de la guerre à l'Est du Congo, la communauté internationale devrait mettre en place un mécanisme de traçabilité des minerais qui sont exportés par tous les pays de la région. Cette stratégie avait très bien marché en Angola, au Liberia et en Sierra Leone, cela devait marcher aussi pour la sous-région.

## **Sur le plan humanitaire**

Nous saluons les efforts déjà consentis par la CICR, le HCR et toutes les ONG à caractère humanitaire et de Droits de l'homme. Mais il faudra penser à un plan humanitaire plus costaud pour la prise en charge et l'assistance aux nombreux réfugiés et déplacés de guerre afin de faciliter leur retour en toute quiétude dans leur milieu d'origine. Mais aussi, il faudrait accroître l'assistance aux femmes victimes des viols et violences sexuelles.

## **Sur le plan militaire**

Comme l'opération **Artémis** en Ituri, en appui aux efforts politiques et diplomatiques, il faut envisager une force du genre pour éviter d'avoir sur le terrain des forces qui seraient à la fois juges et parties. Une force spéciale de 3000 hommes entraînée spécialement pour aller désarmer de force tous les éléments des ex FAR et de la LRA réfractaires au désarmement et au retour volontaire, pourrait pacifier l'axe Sud-Est Fizi, Mwenga, Shabunda, Walikale. Il en est de même de la région Nord-Est, autour de Mahagi, Aru, Faradje, Dungu, Ango,....Ici, il ne sera pas question de les repousser à l'intérieur du Congo ou vers d'autres pays, il sera question de les encercler pour les obliger à se rendre ou à les capturer. Par ailleurs, il faudrait dans les meilleurs délais, parachever le processus de l'intégration et de la réforme du secteur de sécurité.

**Sur le plan de la justice.** L'instauration d'une cour spéciale avec des juges indépendants recrutés au Congo et au sein de la communauté internationale s'impose pour juger et sanctionner les auteurs des viols, des violences sexuelles et pillages des ressources naturelles.

**Sur le plan de la coopération régionale.** Des initiatives communes devront être encouragées et intensifiées.

**Sur le plan du développement.** Les grands travaux de construction des routes, des hôpitaux, des écoles et autres infrastructures de base pourraient constituer des débouchés pour les éléments des groupes armés et des FARDC démobilisés.

Le résumé de ma vision et de grandes lignes du programme gouvernemental de l'UNC se trouve dans un document séparé dont quelques exemplaires seront remis aux amis de la presse.

## **Que conclure ?**

Je viens de vous annoncer ma démission du PPRD et de l'Assemblée Nationale en qualité de Député. Je viens aussi de vous annoncer la création de l'Union pour la Nation Congolaise, parti au sein duquel mes compatriotes et moi-même défendrons notre vision et notre projet de société.

Je vous ai également dit que l'UNC est un parti de l'opposition en ce qu'il entend porter le lourd fardeau de défendre des intérêts du peuple congolais.

Enfin, je réaffirme avec force et tiens à rassurer tous les membres de l'UNC que nous lutterons pour l'idéal que nous nous sommes fixés à travers notre projet de société et nous présenterons des candidats à tous les niveaux lors des échéances de 2011.

Mesdames et Messieurs de la presse, je me tiens à votre disposition pour répondre à vos préoccupations.

Si Dieu est avec nous, qui sera contre nous ?

Je vous remercie.